



ASSEMBLÉE DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE

-----  
*Commission de l'agriculture,  
de l'agroalimentaire, de l'élevage et du  
développement des archipels*  
-----

Papeete, le 24 novembre 2022

N° **38-2022/CR.COM**

EXTRAIT DU COMPTE-RENDU

EXAMEN DU PROJET DE DÉLIBÉRATION PORTANT APPROBATION DU COMPTE  
FINANCIER DE L'EXERCICE 2021 DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC D'ENSEIGNEMENT ET  
DE FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLES (EPEFPA) DE LA POLYNÉSIE  
FRANÇAISE ET AFFECTATION DE SON RÉSULTAT

Réunion du vendredi 18 novembre 2022 à 8 heures

PRÉSIDENCE de M. Thomas Moutame  
président de la commission

*(La commission démarre ses travaux à 8 h 12.)*

Fonctions	Prénom Nom	Présence	Observations
Président	Thomas Moutame	présent	
Vice-présidente	Louisa Tahuhuterani	présente	
Secrétaire	Joséphine Teakarotu	présente	
Membres	Putai Taae	absent	
	Henri Flohr	absent	Procuration à M <sup>me</sup> Louisa Tahuhuterani (APF 11376 du 18-11-2022)
	Benoit Kautai	absent	Lettre d'absence + Procuration à M <sup>me</sup> Joséphine Teakarotu (APF 11377 du 18-11-2022)
	Fernand Tahiata	absent	Lettre d'absence + Procuration à M <sup>me</sup> Teapehu Teahe (APF 11378 du 18-11-2022)
	Teapehu Teahe	présente	
	Cécile Mercier	présente	

PROJET DE DÉLIBÉRATION PORTANT APPROBATION DU COMPTE FINANCIER DE L'EXERCICE 2021 DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLES (EPEFPA) DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET AFFECTATION DE SON RÉSULTAT

(Lettre n° 4966/PR du 12-7-2022)

Présenté par M<sup>me</sup> Joséphine Teakarotu et M. Fernand Tahiaata

Défendu par :

- M. Philippe Llanas, directeur adjoint de l'Établissement public d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricoles (EPEFPA),
- M<sup>me</sup> Maheata Hutia, secrétaire comptable de l'EPEFPA.

**DISCUSSION SUR LE PROJET DE RAPPORT**

**M. Philippe Llanas :** Sur le maintien des effectifs, on s'en est bien sorti par rapport à d'autres établissements, vu la situation du Covid, puisque c'est ce qui explique en grande partie cela.

Je voulais dire que pour l'année 2021, avec le début d'année 2022, on peut noter d'excellents résultats aux examens : un sans-faute, avec 100 % de réussite dans la plupart des Bacs pro, 90 % en Bac techno, 84 % en BTS et beaucoup de mentions. Beaucoup de nos jeunes ayant fait le BTS sont aujourd'hui en poursuite d'études, en Polynésie ou en métropole. Nous en avons trois en métropole : une à SupAgro-Montpellier en formation d'ingénieur et deux autres à l'Université de Nancy. Un autre est à l'Université de la Polynésie. Ici, c'est un BTS qui est porteur puisqu'il débouche vraiment sur une insertion professionnelle à quasiment à 100 %. Je tiens à relever cela car, pour avoir fait beaucoup de lycées agricoles en métropole, je n'avais jamais rencontré un taux d'insertion comme celui-là, et c'est vraiment encourageant. Également, le fait que des jeunes polynésiens passent le cap de la peur, de l'angoisse, pour poursuivre des études en métropole, avec un objectif bien précis, celui de devenir ingénieur agronome et de revenir mettre leurs compétences au service du pays.

**Le président :** Ils sont plusieurs ?

**M. Philippe Llanas :** Cette année, ils sont trois.

Je voulais vous dire que sur les 19 présentés au BTS cette année, il y a 16 admis, dont 10 mentions (1 mention « très bien », 4 mentions « bien », 5 mentions « assez bien »). Ce sont des résultats plus qu'honorables.

**Le président :** Et ces mentions, ils sont en métropole maintenant ou ?

**M. Philippe Llanas :** Non. Celle qui a la mention « très bien » est à l'Université de la Polynésie française.

**Le président :** Et les autres ?

**M. Philippe Llanas :** Les mentions « bien » sont en métropole, sauf une qui est en CVD (Corps des volontaires au développement) chez nous, à l'exploitation.

**Le président :** J'ai une question, déjà soulevée lors de la dernière commission, concernant les élèves sortant des lycées agricoles. Sur l'ensemble des différents services de la DAG — puisque c'est là qu'il y a plus de personnels —, d'ici quatre à cinq ans, beaucoup partiront à la retraite. Ma question est de savoir si on a préparé la relève. Quand je dis « préparé », ce sont tous ces élèves qui sortent de Opunohu, qu'il faut encourager à continuer leurs études en métropole. J'ai soulevé ce problème avec la ministre de l'éducation et il semblerait qu'il y ait des fonds pour aider ces jeunes et les accompagner. En effet, s'il n'y a personne pour les remplacer, on est obligé de faire venir les gens de l'extérieur et la vision du Pays est d'embaucher local et de mettre nos jeunes à disposition de ces postes-là.

Au niveau de la Chambre de l'agriculture également, il y a un besoin de techniciens. C'est la raison pour laquelle je posais cette question. On en a besoin aussi dans l'Épic Vanille, justement pour préparer la relève. Ces jeunes qui sortent de l'école, il faut les occuper, les orienter, et je vous encourage à pousser nos enfants. C'est vrai qu'il faut partir en métropole pour avoir une vision plus ouverte sur l'extérieur, et après leurs études, faire des stages en outre-mer (en Martinique, Guadeloupe), pendant un an ou deux de préparation, avant de revenir chez nous. Si vous optez pour cette vision, ce serait une très bonne chose.

**M. Philippe Llanas :** C'est notre objectif. Je peux vous l'assurer, puisque c'est ma deuxième année, et connaissant les étudiants qui ont réussi cette année. Ceux qui sont partis en métropole ont bien pour objectif de faire une formation d'ingénieur et de revenir au *fenua*.

**Le président :** Oui, en faire des ingénieurs.

**M. Philippe Llanas :** C'est vrai que c'est un BTS vraiment porteur, et particulièrement en Polynésie. Je le constate en Polynésie parce qu'il y a ceux qui vont reprendre une exploitation, mais pas tant que ça. Effectivement, il y a tous ceux qui vont aller soit chercher des contrats sur les services de la DAG, à la Chambre d'agriculture, dans les associations professionnelles. Puis, il y a ceux qui, avec leur connaissance de l'exploitation agricole, vont travailler dans d'autres secteurs annexes mais qui ne sont pas des moindres non plus : le secteur bancaire, le secteur des assurances... Nous avons un système d'enquête qui nous permet de « tracer » nos anciens et quand je dis que l'insertion professionnelle est quasiment de 100 %, c'est vraiment une réalité. S'il y a un ou deux qui ne travaillent pas, c'est qu'ils ont décidé de faire un break et ce n'est pas parce qu'ils n'ont pas trouvé d'emploi.

**M<sup>me</sup> Louisa Tahuhuterani :** Sur 232 inscrits en 2021, quel est le taux de décrochage scolaire ?

**M. Philippe Llanas :** Concernant le taux de décrochage, il n'y en a pas tant que ça. Sur l'année scolaire l'an dernier, on a eu 25 départs. Sur ces 25 départs, il n'y a que deux vrais cas de décrochage, c'est-à-dire des jeunes qui ont disparu dans la nature, sans rien. Alors que pour tous les autres, ça a été un changement d'établissement, un engagement dans l'armée ou avec le RSMA.

On peut noter aussi, avec le Covid, qu'on en a perdu. Il y a déjà eu des situations où des personnes qui devaient rentrer, ne sont pas rentrées. Et si on en a perdu, on en a retrouvé au mois de janvier. En effet, au mois de janvier, on s'est retrouvé avec des jeunes de Moorea notamment scolarisés à Tahiti, et qui ont décidé de revenir sur leur île.

Concernant l'origine géographique de nos jeunes, c'est vrai qu'il y en a qui viennent de l'ensemble des archipels mais visiblement, quand on regarde l'évolution, une grande majorité d'élèves est de Moorea notamment pour des raisons pratiques — il ne faut pas s'en cacher — : cela évite de faire la navette jusqu'à Tahiti. Aussi, un tiers des jeunes vient de Tahiti. De mémoire, l'an dernier, on avait : six élèves des Marquises ; six des Îles Sous-le-Vent ; sept des Australes ; et un des Tuamotu. Cette année, on reste dans les mêmes proportions.

Depuis l'an dernier, grâce au Pays, on a pu mettre en place le système du WEI/PLEI. Maintenant, on a une structure, c'est-à-dire une association qui prend en charge les jeunes qui habitent loin, qui viennent des archipels ou même les élèves de Tahiti habitant la presqu'île et qui, pour des raisons d'horaires, ont des difficultés pour rentrer chez eux puisque le dernier bus à Tahiti est à 16 h.

**M<sup>me</sup> Maheata Hutia :** Le lycée a mis en place le WEI/PLEI, c'est-à-dire un système qui occupe les pensionnaires pendant le week-end et les petites vacances. Cela permet également de lutter contre le décrochage puisqu'ils restent à l'école.

**M. Philippe Llanas :** Et puis, ils sont bien encadrés parce qu'ils font des activités ludiques, mais également avec des espaces temps consacrés au travail.

**M<sup>me</sup> Cécile Mercier :** Par rapport aux 25 décrocheurs que vous évoquiez, est-ce que cela veut dire que vous n'avez plus de contact avec eux ? Vous n'avez plus de contact avec ces élèves-là pour essayer de les faire revenir ? Je parle de Moorea. Il n'y a pas longtemps, j'ai vu des élèves menottés et ramenés sur Papeete parce qu'il y a eu des vols ? Je parle de cela car ce sont des élèves de Opunohu qui étaient avec mon garçon. Mon garçon était à Opunohu et je l'ai retiré de cet établissement — il est maintenant au lycée Saint-Joseph de Punaauia et passe le Bac l'année prochaine —, lorsque j'ai appris que cette drogue circulait dans l'école. Je suis allée voir le directeur Jean-Pierre pour essayer de discuter de cela et dénoncer. C'est pour cette raison que j'ai retiré mon garçon parce que je l'ai vu avec ces élèves-là. Aujourd'hui, mon garçon a toujours des tableaux d'honneur et d'encouragement et il passe le Bac l'année prochaine. Je gratte du bois mais ce qu'il voulait, c'était l'agriculture. Il souhaite préparer son projet pour l'agriculture. Il est actuellement dans le BCT et ce n'est pas loin (boucherie, charcuterie, traiteur...). Je parle de ces élèves-là, qui sont dans la nature...

Ensuite, j'ai une autre question concernant l'annonce de recrutement de 12 stagiaires par le CFPA. Pouvez-vous nous parler de cela ? Combien ont répondu favorablement à cet appel ?

**M. Philippe Llanas :** En ce qui concerne les jeunes qui ont décroché l'an dernier, il y en a deux en particulier.

Ensuite, vous soulevez un problème qui est commun à tous les établissements : la consommation de paka — et malheureusement aussi, on en a bien conscience —, la consommation d'*ice*. Aujourd'hui même, on va faire passer une délibération pour autoriser les forces de police à fouiller au sein de l'établissement car jusque-là, ils ne pouvaient rester qu'à l'extérieur. Par ailleurs, je vous assure qu'à chaque fois qu'on a surpris des jeunes, on a systématiquement appelé la Gendarmerie.

Quant au problème des vols, c'est surtout la zone du Belvédère qui est touchée, par des jeunes qui ne sont pas scolarisés. Nous-mêmes avons encore été victimes d'un cambriolage pendant les vacances en pleine journée ! Ils ont fracturé le réfectoire et sont entrés dans les réserves pour piller des cartons de céréales. Depuis peu, la Gendarmerie a arrêté deux des quatre et ce sont des jeunes de 15-16 ans. Oui, on en est bien conscient et on va faire voter une délibération qui va donner des moyens supplémentaires pour lutter contre ce fléau. Je le partage tout à fait.

Enfin, pour ce qui est du CFPPA, de quel stage vous parliez ?

**M<sup>me</sup> Cécile Mercier :** Il y a eu une annonce pour le recrutement de stagiaires par le CFPA.

**M. Philippe Llanas :** Pour la formation à l'installation agricole ?

**M<sup>me</sup> Cécile Mercier :** Oui.

**M. Philippe Llanas :** C'est ce qui explique d'ailleurs l'augmentation de l'activité car 2021 a été l'année où le dispositif s'est réellement stabilisé. Aujourd'hui, l'objectif du CFPPA est de faire trois sessions par an : sur Papeete, puis en délocalisé sur les Îles-sous-le-vent — il y a eu Raiatea et il s'agira d'aller ensuite sur Tahaa et Huahine — et également sur les Marquises. L'an prochain, je pense que ce sera les Australes et on tâchera de. C'est un dispositif qui fonctionne très bien.

**M<sup>me</sup> Louisa Tahuhuterani :** Je constate que le fonds de roulement s'établit à 243 729 997 F CFP pour 201 jours. C'est énorme ! Ce n'est qu'une écriture d'ordre ? Cela permettrait au Pays de baisser sa subvention...

**M<sup>me</sup> Maheata Hutia :** On va expliquer pourquoi on a un fonds de roulement assez élevé.

**M. Philippe Llanas :** Pourquoi avons-nous eu une augmentation de 64 millions F CFP sur 2021 ? Tout simplement, avec le Covid, tout un tas d'activités de projets hors Moorea ont été interrompus.

Les actions qui ont été reportées vont se réaliser ou sont déjà réalisées sur 2022, ce qui fait que les ressources qui étaient affectées en 2021 vont être utilisées. Je peux déjà vous affirmer que le fonds de roulement sur 2022 diminuera de 34 millions F CFP.

**M<sup>me</sup> Maheata Hutia** : Oui, de moitié.

**M. Philippe Llanas** : Oui, de moitié seulement parce qu'on a réalisé ce qu'on n'a pas pu réaliser en 2021.

Avec le Covid, on a été obligé de tout annuler. En effet, nous avons été fortement impactés par l'épidémie puisque lorsque la ministre de l'éducation a pris la décision de fermer les établissements, nous étions sur le point d'anticiper la décision. En trois jours, on s'est retrouvé avec un cluster de 52 élèves et il y a eu beaucoup de décès dans les familles des élèves et des personnels. Je tiens à le préciser : ça a été une fin d'année difficile.

**M<sup>me</sup> Louisa Tahuhuterani** : Cette année, nous avons également visité le lycée de Opunohu. S'agissant des violences scolaires et intra-scolaires, est-ce que cela s'est amélioré ?

Lorsqu'on l'a visité, il y avait des problèmes concernant des personnes de l'extérieur qui sont entrées dans le lycée. Des actions ont-elles été mises en place afin d'éviter ce type d'incident et ne pas mettre en danger les élèves à l'intérieur du lycée ? Ayant fait partie de cette mission, je voulais me renseigner.

**M. Philippe Llanas** : En effet, c'est un phénomène connu et c'est pour cette raison qu'une commission avait été mise en place, notamment au premier semestre (2021-2022). Durant cette période, des bandes organisées venaient de l'extérieur (soit de Paopao, soit de Papetoai) pour en découdre avec nos élèves et chaque fin de semaine quasiment, on avait l'intervention de la Gendarmerie. Compte tenu de l'origine différente des diverses localités de Moorea, il y avait forcément des tensions au sein de l'établissement et c'est pour cela que l'on a mis en place cette commission pour avoir une réflexion sur la violence, sachant qu'on a également l'appui d'un groupe de volontaires dans les personnels : le GAR.

**M<sup>me</sup> Maheata Hutia** : Effectivement, on a mis en place le GAR qui aide les élèves qui ressentent le besoin de dire ce qu'il se passe au sein de leur foyer ou de l'école. En cas de besoin, ils peuvent se diriger vers un référent (un professeur ou un personnel technique, etc.), qui pourra engager quelque chose. Il est vrai que si nous n'avons pas de retour, on se trouve sur le fait accompli et il est complexe d'en faire face. Dans ce cas, on est obligé d'appeler la Gendarmerie.

Mais déjà, on a mis en place le GAR en prévention des violences extra-scolaires. Au sein même du lycée, il n'y a pas vraiment de violence hormis les bagarres qui elles, sont présentes dans tout établissement. Par contre, cette violence en bande organisée, c'est vraiment rare ici. Après, c'était une année exceptionnelle aussi. En tout cas, cette année, on n'en a plus du tout rencontré.

**M<sup>me</sup> Louisa Tahuhuterani** : Je pose la question parce que c'est un des lycées qui m'avait beaucoup marqué lors de nos tournées. C'est le seul lycée où j'ai entendu parler, lors de nos entretiens, d'une arme à feu, et je voulais savoir où cela en était.

**M<sup>me</sup> Maheata Hutia** : On a fait justement un courrier à la gendarmerie pour qu'ils puissent intervenir pour la fouille des élèves que ce soit pour le *paka*, les armes à feu, les armes blanches... afin d'essayer de prévenir tout ça.

## EXAMEN DU PROJET DE DÉLIBÉRATION

### Article 1<sup>er</sup>

Amendement n° 1 (APF 11254 du 17-11-2022) déposé par M<sup>me</sup> Joséphine Teakarotu, rapporteure

**Vote sur l'amendement n° 1****Et sur l'article 1<sup>er</sup> amendé :****Adoptés à l'unanimité avec 8 voix pour (dont 3 procurations)****Article 2**Amendement n° 2 (APF 11255 du 17-11-2022) déposé par M<sup>me</sup> Joséphine Teakarotu, rapporteure**Vote sur l'amendement n° 2****Et sur l'article 2 amendé :****Adoptés à l'unanimité avec 8 voix pour (dont 3 procurations)****Article 3**Amendement n° 3 (APF 11256 du 17-11-2022) déposé par M<sup>me</sup> Joséphine Teakarotu, rapporteure**Vote sur l'amendement n° 3****Et sur l'article 3 amendé :****Adoptés à l'unanimité avec 8 voix pour (dont 3 procurations)****Article 4**Amendement n° 4 (APF 11257 du 17-11-2022) déposé par M<sup>me</sup> Joséphine Teakarotu, rapporteure**Vote sur l'amendement n° 4****Et sur l'article 4 amendé :****Adoptés à l'unanimité avec 8 voix pour (dont 3 procurations)****Article 5**Amendement n° 5 (APF 11258 du 17-11-2022) déposé par M<sup>me</sup> Joséphine Teakarotu, rapporteure**Vote sur l'amendement n° 5****Et sur l'article 5 amendé :****Adoptés à l'unanimité avec 8 voix pour (dont 3 procurations)****Article 6***L'article 6 ne suscite pas de discussions.***Vote sur l'article 6****Et sur l'ensemble du projet de délibération amendé :****Adoptés à l'unanimité avec 8 voix pour (dont 3 procurations)***(L'ordre du jour étant épuisé, la réunion de la commission s'achève à 12 h 8.)*

LE PRÉSIDENT,

Thomas Moutame